

THIERRY DO ESPIRITO

POILUS

Les lettres interdites

poche

Avant-propos

Fort de Vincennes, Service historique de la Défense. Dans les archives de la guerre de 1914-1918, deux cartons du Contrôle postal des armées contiennent des dizaines de lettres confisquées par la censure. Ces cartons portent la référence « 16N 1551-1552 ». Pendant la Grande Guerre, 2,5 % des lettres envoyées ou reçues par les poilus étaient ouvertes et contrôlées par les employés du Contrôle postal des armées¹. Elles étaient ensuite acheminées à l'adresse indiquée, munies du cachet du Contrôle postal indiquant qu'elles avaient été ouvertes avec, parfois, des mots caviardés. La particularité des lettres de ces cartons est

1. Entre 1/40^e et 1/80^e du total, entre 1/25^e et 1/50^e en incluant la correspondance de l'étranger qui est lue dans son intégralité. Éléments extraits de « Ce que dit le contrôle postal » – Bruno Cabanes – in Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Vrais et faux de la Grande Guerre*, La Découverte, 2004.

que, pour diverses raisons, elles n'ont jamais été remises à leurs destinataires.

Écrits par des poilus à leurs proches ou par des civils à leurs fils, pères, amis ou connaissances au front, ces courriers contenaient des éléments jugés inquiétants pour l'armée : position des régiments, indication sur le moral des troupes, appels à la rébellion, critiques de la vie militaire, critiques des supérieurs, propos séditieux, etc. Elles datent pratiquement toutes de 1917, année où de nombreux soldats, usés par cette guerre cruelle et interminable, se sont révoltés dans les rangs de l'armée française.

Le plus souvent, ce sont des lettres de soldats ou de civils sans histoire, qui expriment leur souffrance, leur incompréhension, leur colère ou leur rancœur, et qui, le temps d'un courrier, franchissent les limites du tolérable pour l'institution militaire. On les trouve aussi jointes à quelques dossiers de militaires dits « indésirables » – condamnés à mort, à la prison ou aux Bataillons d'Afrique – pour insoumission ou désertion.

Envoyés par des Français et quelques étrangers, ces missives sont émouvantes, certaines poignantes et dramatiques. Car ces hommes et ces femmes parlent librement, pensant leur intimité protégée. Et tel un courrier laissé ouvert et posé sur un buffet, laissé à notre vue

par inadvertance, nous lisons leur contenu sans en être le destinataire. Entrer dans cette intimité, même cent ans après, procure toujours une émotion étrange.

Ces lettres sont en mauvais état : papier usé, déchiré, encre blanchie, crayon effacé, dossiers mélangés... Elles ont aussi été manipulées sans égard par des chercheurs peu soigneux voire mal intentionnés. Mais personne ne s'est préoccupé jusqu'ici de savoir qui étaient ces gens et à qui ils écrivaient. Avant que ces lettres ne partent en poussière, le but de ce livre est de transmettre symboliquement les messages de ces « fantômes » envoyés à des destinataires disparus. Pour cela, il a fallu chercher dans d'autres archives pour découvrir leurs identités, celles des correspondants et des personnes citées dans les lettres.

Les cris, les rires, les pleurs, les sentiments qu'elles contiennent seront ainsi entendus avant qu'ils ne disparaissent dans les limbes. Car il s'agit de témoignages dont la valeur est inestimable. Ils nous donnent l'impression d'ouvrir un stock de capsules temporelles. Au fur et à mesure, nous parvenons le fracas des canons, la vision nauséuse des cadavres charriés par les vagues de la mitraille, l'odeur entêtante de poudre, de boue et de charogne qui exsude du champ de bataille.

Et nous partageons aussi l'attente, l'angoisse, l'incompréhension... Sur le front et à l'arrière. Nous en savions un peu. Nous en découvrons encore. Nous apprenons toujours. D'autant que ces lettres sont maintenant à notre disposition, par une mauvaise blague du destin qui les a détournées de leurs destinataires.

Pour autant, il ne faut pas les prendre pour argent comptant : comme le souligne Jean-Noël Jeanneney, selon qu'il écrit à sa marraine de guerre, ses parents ou son épouse, le poilu « était flambard avec la première, prudent et modéré avec les seconds, amer volontiers avec la dernière¹... ». L'importance du contexte, le fait de savoir à qui on a affaire, quelles sont ses relations avec les autres, tout cela nous permet ainsi de prendre du recul et d'avoir une vision plus riche que celle générée par la lecture brute du document.

Cela nous permet de redécouvrir l'énorme correspondance que suscita le conflit. Face à l'horreur, le courrier était cathartique : il fallait écrire pour garder le lien avec le milieu familial, les copains, l'épouse, la campagne, la ville... Il fallait raconter à sa manière, tenter de demeurer unique tant le collectif militaire était

1. Jean-Noël Jeanneney, « Les archives du contrôle postal aux armées (1916-1918) », *Revue d'histoire contemporaine*, janvier-mars 1968.

englobant, la promiscuité pesante, le contrôle des êtres permanent. On essayait de s'échapper dans une lettre, pour rester soi-même, pour ne pas s'oublier, pour ne pas se perdre.

Mais il fallait aussi vider de sa tête la barbarie permanente et obsédante qui structurait le quotidien des soldats et de leur entourage. Comme plus tard pour les camps de la mort, ce qui se passait sur le front était indicible car si incroyable, si inhumain, si hors de proportion. La guerre moderne broyait des régiments entiers. Les morts ne se comptaient pas par unités, mais par dizaines de milliers. Un impensable sidérant se déroulait sous leurs yeux. On avait beau s'y être habitué tant bien que mal, il fallait tenter de redevenir humain pour mesurer à nouveau la cruauté de ce qu'on vivait.

Maurice Genevoix¹ explique cela quand il rapporte l'histoire de ce soldat qui lui montre ce qu'il a écrit dans sa lettre, où il parle d'un « quartier de soldat formé de la tête et du bras » qu'il avait dû identifier en le soulevant par les cheveux : « Peut-être qu'il aurait mieux valu ne pas leur marquer ces choses-là. Mais c'est plus fort que moi », confie le soldat à Genevoix, qui en tire cette conclusion : « Un besoin de vérité les contraignait à écrire, un besoin de mesurer

1. Maurice Genevoix, *Ceux de 14*, Flammarion, 1992.

entière la réalité formidable à quoi ils venaient d'échapper, de se répéter à eux-mêmes : "J'y étais, moi. J'ai vécu ça, moi... Et me voici, moi toujours¹". » Écrire aussi aux autres pour leur jeter à la face l'horreur qu'ils ne soupçonnaient pas. Mais écrire surtout pour continuer d'exister.

Et puis il est si bon de retrouver, le temps d'une lettre, la douceur d'un être aimé, les habitudes de la vie intime d'avant, les discussions avec les copains. Les poilus en ont besoin, eux qui manquent cruellement d'étreintes, de mots doux, de sentiments directs, eux qui souffrent souvent de se sentir abandonnés. La sexualité leur manque. Les parents, les compagnes, les amis aussi.

Mais la singularité de ces lettres confisquées tient aussi à la présence de plusieurs lettres d'épouses, de compagnes, de parents, voire de cousines, de sœurs. Car la censure ne faisait pas de détail : elle fonctionnait dans les deux sens, même si les structures étaient différentes². Ignorant le quotidien de leur correspondant, les relations restées en ville ou au pays partagent un moment simple de leur vie, de leurs propres soucis de champs

1. *Ibid.*

2. Il existe ainsi un Contrôle postal de l'Intérieur, distinct du Contrôle postal aux armées.

non fauchés, de soldes non parvenues, d'ancroches familiales, recouvrant ainsi du doux voile de la banalité des jours la surface bourbeuse et sanglante des tranchées.

Les informations circulent vite, et tout le monde sait que les courriers sont surveillés. Certes, on peut passer à travers les mailles du filet (les courriers étaient ouverts par sondage ou par suivi des personnes déjà signalées). Mais les soldats et leurs familles se méfient et surveillent leur langage... Ou, au contraire, la guerre qui dure les rend plus prolixes. Et surtout en 1917, année des mutineries sur le front, on se gêne moins pour dire ce que l'on pense. En se disant que « ça remontera à la hiérarchie », qu'il faut « qu'ils sachent », eux, là-haut.

On essaie aussi de se dissimuler. Plusieurs techniques sont utilisées ici, comme procéder par périphrase : pour ne pas signaler le lieu d'où l'on écrit, on donne des indices connus du seul correspondant. Une lettre est écrite en sténographie. Une autre en tchèque. Peine perdue, les censeurs déchiffrent tout, vérifient tout.

Ils ont aussi des informations dont les auteurs des lettres ne disposent pas : ils peuvent recouper avec les fichiers du renseignement, les enquêtes de police, les signalements... Parfois, les censeurs confisquent plusieurs lettres d'un

même expéditeur, lequel continue de s'exprimer sans savoir que tout son courrier atterrit sur le bureau d'un fonctionnaire et qu'il est lu avec la gourmandise des gens attendant la suite du feuilleton.

Ce qui est étonnant, en effet, c'est de voir que certains courriers ne sont pas ouverts par hasard. La censure a des noms, des fichiers, et elle ne procède pas à l'aveugle. Créé par le général Boulanger en 1886, le fichier national de la Sûreté, surnommé le « Carnet B¹ », recense les suspects susceptibles de surveillance, à la ville comme au front. Insensiblement, il est passé d'une surveillance des espions potentiels à celle des fauteurs de troubles et des antimilitaristes.

En 1914, après l'assassinat de Jaurès, ministre de l'Intérieur, Louis Malvy jure ses grands dieux – aux anarchistes qui viennent le voir pour négocier leur entrée dans l'Union sacrée – que ce fichier ne sera pas utilisé pendant la Guerre. Mais la tentation est trop forte... Ou les consignes mal appliquées. Car comme par hasard, on retrouve leurs courriers dans le carton. On les a rayés du dossier Anarchiste ? Qu'à cela ne tienne, ils restent dans le fichier

1. Ce qui explique son nom. Voir les travaux effectués par l'historien Jean-Pierre Deschodt, « La preuve par le Carnet B », <http://ccrh.revues.org/3567>.

Antimilitariste... Cela vaut aussi pour les royalistes (un courrier à Maurice Barrès est intercepté), pour les syndicalistes (idem pour un courrier à Léon Jouhaux, dirigeant de l'ancienne CGT). La définition de l'atteinte à la sûreté reste très extensive.

La période de la guerre de 1914-1918 et celle de l'après-guerre démontrent que les mauvaises habitudes sont bien plus difficiles à perdre que les bonnes. Le plus incroyable est d'ailleurs à venir : en 1940, les Allemands saisissent ces fichiers et s'en servent pour pourchasser les résistants. Ou les simples déviants. Puis, avec la défaite, ces fichiers sont rapatriés en Allemagne, à Berlin, où cette fois, c'est l'Armée rouge qui s'en saisit en 1945 ! Les fichiers prennent alors la route de Moscou où on n'ose imaginer à quelle triste besogne ils ont servi.

Conservés de longues années et classés minutieusement par des experts soviétiques en fichage et en répression, ces fichiers ont finalement été rendus à la France entre 1994 et 2001 et sont maintenant accessibles aux Archives nationales. C'est une base importante pour savoir qui sont certains des auteurs des lettres.

Ce qui nous amène à évoquer la méthodologie utilisée pour identifier les protagonistes de ces correspondances. Quand j'avais

découvert ce carton, il y a une bonne vingtaine d'années, l'identification était un travail de Romain : il aurait fallu compiler les archives départementales sur place, pour l'état civil et les registres matricules, par exemple. Autant dire des années et des années de travail. Avec les progrès de la numérisation, beaucoup d'archives sont désormais en ligne et accessibles sans nécessiter de déplacement.

Si les noms sont précisés dans les lettres, il est donc facile d'aller fouiller dans les archives départementales, où sont conservés :

- l'état civil, avec les naissances, mariages, décès, classés chronologiquement et par tables décennales ;
- les registres matricules des militaires, qui donnent accès à leur fiche individuelle retraçant leur carrière et indiquant leur adresse ;
- le recensement, qui indique les adresses des familles et les noms des personnes présentes dans le foyer à telle ou telle époque.

On peut aussi bénéficier du gros travail réalisé par le ministère de la Défense, avec le site « Mémoire des hommes¹ », lequel recense les Morts pour la France des guerres de 1870 à celle d'Algérie. Pour celle de 1914-1918, on a la base des Morts pour la France, les sépultures, les journaux des unités engagées, et même les

1. www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

fusillés pour l'exemple... C'est grâce à cette base qu'on se rend compte que certains des auteurs de ces lettres meurent quelques jours, quelques semaines ou quelques mois après les avoir écrites...

Ce travail de mise à disposition des archives est complété par celui du ministère de la Culture, « Grand Mémorial¹ », qui relie d'autres bases à la précédente et permet de repérer les premières informations disponibles. Ce matériau est passionnant, d'autant que, dans beaucoup de départements, on peut accéder à ces fichiers en ligne. Néanmoins, on se heurte à de grosses difficultés car tous les départements ne sont pas numérisés.

Certaines archives départementales appliquent aussi des règles très restrictives. Ou se sont arrêtées en route. À Paris, par exemple, l'état civil n'est pas accessible en ligne au-delà de 1902... Souvent, la règle des soixante-quinze ans, qui permet de rendre publiques les archives administratives qui nous intéressent², est appliquée de façon très extensive. Par exemple, en tenant

1. www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial

2. Selon la Commission d'accès aux documents administratifs : « Soixante-quinze ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier, ou si le délai est plus bref vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé (sauf registres de décès, immédiatement communicables). »

compte des mentions complémentaires (comme « marié à telle date »), ce qui peut renvoyer à des personnes décédées plus tard... et rendre inaccessibles des tables décennales plus récentes !

Au-delà de ces disparités, on est parfois consterné d'apprendre que les archives ont disparu, ont été détruites ou sont perdues. Les conflits n'y ont pas été pour rien. Dunkerque a beaucoup souffert, par exemple, pendant les deux guerres, et beaucoup d'archives sont parties en fumée. Exemple parmi tant d'autres, le village Morvandiau de Montsauche-les-Settons a été incendié par les Allemands en retraite, le 25 juin 1944. Une grande partie des collections de registres paroissiaux a été détruite à cette occasion. Dans des cas pareils, la traque des noms des auteurs des lettres s'arrête brusquement.

Alors il faut être malin... et tenace. Les archives nationales et départementales détiennent aussi les dossiers de pension, par exemple ceux des enseignants. Une mine ! À condition de se déplacer, car ces données ne sont pas numérisées. Et puis il y a le fameux Carnet B, évoqué plus haut. Détenu désormais par les archives nationales, à Paris, c'est un véritable trésor humain, alors qu'en son temps, son activité se traduisait par des tracasseries, des suivis judiciaires, des peines de prison, voire pire pour les malheureux qui y figuraient.

Il y a, enfin, le travail de bénédictin des archivistes de France et de Navarre. Sans eux, comment savoir qui est « Adèle », celle qui signe la lettre à son mari, Albert. Adèle Eigeldinger s'est mariée avec Albert Clément, le 16 avril 1910¹. Une information qui se révélera précieuse pour l'identifier comme l'auteur de la lettre postée à Cornimont le 4 septembre 1917. Il y a aussi le labeur des historiens locaux, qui connaissent leur village, inventorient les terroirs et les régions, et partagent avec nous leur amour et leur respect pour l'histoire de leurs concitoyens.

Comme on le voit, les recherches sont longues pour parvenir à mettre des noms et des histoires personnelles sur ces courriers restés en souffrance depuis 1917. Beaucoup de protagonistes sont ainsi identifiés. De la sorte, j'ai pu retrouver plusieurs pièces du puzzle. Avec ce livre, je peux maintenant les offrir à celles et ceux qui en ont besoin pour compléter ou pour découvrir des pans nouveaux de l'histoire de leur famille, de leur ville ou de leur village, voire de leur région.

Certains éléments ont malheureusement résisté car l'absence de détails probants sur ces lettres-là ne permet pas de savoir à qui on a affaire. Il faudrait encore des heures et des

1. Information trouvée sur le site www.wintzer.fr

heures de travail aux archives. Mais des prénoms, des lieux, des dates, cela parlera peut-être à d'autres qu'à moi pour identifier ceux qui manquent encore à l'appel. Qui était Rose ? À qui écrivait Edmond en s'adressant à sa chérie « Liline » ? Qui est ce « Delamarche » qui écrit à « G. Demarche » ? Seul l'apport de leurs descendants permettrait de tous les identifier. Vous trouverez ainsi quelques lettres non identifiées parmi les autres. À vous, lectrice, lecteur, de prendre le relais.

Faites-le en respectant les archives auxquelles vous avez accès : ce sont des témoignages qui appartiennent à tous, leur accès doit demeurer possible à d'autres que vous. Trop de documents sont manipulés sans égard ou volés pour satisfaire des besoins malsains. Face à cet héritage, le respect scrupuleux et le partage avec la communauté doivent être la règle.

Ce livre m'a permis de découvrir des morceaux d'histoire de personnes toutes disparues depuis les lettres envoyées il y a si longtemps. De connaître leur environnement. Leurs joies, leurs peines, leurs angoisses. En écrivant ces lignes, je veux rendre hommage à ces femmes et ces hommes confrontés à cette expérience sans précédent.

Chacune, chacun me paraît désormais plus vivant, plus humain, plus proche. Je m'acquitte

d'une dette envers eux : faire que leur courrier arrive enfin à destination en l'offrant symboliquement à notre mémoire commune.

Thierry DO ESPIRITO